7.

LES

REMONTRANCES
DU PARTERRE,

OU

LETTRE D'UN HOMME QUI N'EST RIEN,

A TOUS CEUX QUI NE SONT RIEN.

6 Camisones
x 8 Camisas
x 4 naguas
x 5 pañuelos
x 3 servilletas
13 medias

A PARIS;
CHEZ LES MARCHANDS DE NOUVEAUTÉS.

1814.

LES

REMONTRANCES DU PARTERRE,

OU

LETTRE D'UN HOMME QUI N'EST RIEN,

A TOUS CEUX QUI NE SONT RIEN.

MESSIEURS,

Vous n'êtes ni de l'ancienne ni de la nouvelle noblesse ; je n'en suis pas non plus. Vous n'avez point acheté de biens nationaux ; je n'en ai pas acheté non plus. Vous n'avez point d'emplois ; je n'en ai pas non plus. Ainsi nous avons l'air vous et moi d'être tout-à-fait désinteressés dans ce qui se passe. Eh bien ! détrompons-nous. Il y a une chose qui nous intéresse tout autant que les nobles, les acquéreurs de biens nationaux et les gens en place ; c'est la guerre civile. Or, il n'y a pas grande apparence que nous puissions y échapper, si ceux qui sont quelque chose ne sont pas sages.

Vous savez, comme moi, que notre nation est d'une légéreté qui approche de la folie. Quand elle n'est pas dans un excès, on est toujours sûr de la trouver dans l'excès contraire. Quand elle n'aime

pas éperduement les gens, elle les persécute; les idoles qu'elle cesse un moment d'adorer, sont, l'instant d'après, brisées avec fureur et traînées dans la boue. Du délire de l'amour aux emportemens de la haine, de la louange à l'injure, de l'admiration au mépris, elle y passe avec une facilité qui ne se dément jamais, et dont les hommes même qui la gouvernent sont toujours surpris.

Si ces traits de caractère n'appartenoient qu'au petit peuple, le gros de la nation s'en justifieroit comme il pourroit. Mais malheureusement on les trouve encore plus dans les salons que dans les boutiques, à l'Institut qu'à la Rapée, et parmi les gens qui sont quelque chose que parmi ceux qui ne sont rien. Lisez, comme moi, les quarante libelles qui naissent et périssent, chaque matin, à Paris, vous verrez que la plupart de ceux qui les ont faits sont des gens dotés par Bonaparte, et pavoisés de rubans rouges et bleus. Vous croyez peut-être qu'ils n'ont en vue que de les faire échanger contre d'autres. Non, Messieurs, ils veulent faire ajouter des pensions à leurs pensions, des rubans à leurs rubans, les faveurs de la cour de Louis XVIII aux faveurs de la cour de Bonaparte. Laissez-les faire; ce sont des gens qui savent vivre, et qui resteroient cent ans au milieu des révolutions et des guerres civiles sans y attraper une égratignure.

Quand l'ancienne noblesse française se cachoit ou fuyoit le champ de bataille de la révolution, moi, qui n'étois pas obligé d'y être, j'y combattois à leur place, et j'en ai été raisonnablement puni. Je ne vous fais cette observation, Messieurs, que pour vous faire sentir que je ne tiens, par aucun lien, à la cause de la révolution ni à celle de Bona-

parte, et qu'ainsi j'ai, comme vous, le droit de critique et de contrôle sur tout ce qui se passe.

Le systême de diffamation adopté contre Bonaparte couvriroit notre nation du mépris dont on croit le couvrir lui-même, si elle pouvoit être censée participer à ces infâmies. Les Français sacrifient souvent beaucoup au plaisir de rire; mais ils ont du goût en ce genre, et ils savent bien qu'un homme dans l'abîme de l'adversité ne peut être l'objet d'aucune bonne plaisanterie. Quand Bonaparte étoit tout-puissant, ils ont fait contre lui des épigrammes, des chansons malignes; ils ont dit des bons mots qui ont fait fortune dans les sallons et qui ont filtré dans le monde. Mais ils n'ont point, en cela, commis de lâchetés, parce que c'étoit une guerre d'esprit et d'opinion qui pouvoit n'être pas sans danger.

Quelques écrivains courageux ont résisté aux séductions de son règne et à ses faveurs. Ils lui ont refusé de l'encens et marqué de l'opposition; d'autres sont restés constans dans leurs vœux, et inébranlables dans leur fidélité pour les Bourbons. Que ceux-là jouissent du droit qu'ils ont acquis : l'opinion publique n'a point à sévir contre eux.

Mais qu'après avoir rampé pendant vingt ans dans tous les vestibules de la révolution, dans les antichambres des ministres et à la porte de leurs commis; qu'après avoir fait servir tous les journaux, tous les théâtres, toute la poésie, toute la peinture et tous les arts de la France, à célébrer les talens militaires et administratifs, la gloire et les grandeurs de Bonaparte; qu'après l'avoir présenté sous tous les aspects, à l'admiration de l'univers et aux adorations de notre nation; qu'après nous avoir étourdis si long-tems de leurs poëmes, de leurs odes, de leurs chansons et de leurs pièces de théâtre;

qu'après avoir gagné à ce métier des cordons, des portraits enrichis de diamans, des places et des pensions ; qu'après une si longue suite de bassesses non interrompues, les mêmes hommes à qui ces observations s'appliquent viennent écraser de leur tardif coup de pied ce lion mourant, qu'ils ont tant et si long-tems caressé, il n'y a pas seulement de la contradiction dans cette conduite, il y a de l'infâmie, de la bassesse et de la lâcheté. La famille des Bourbons ne s'y trompera pas plus que nous. En recevant de ces hommes-là, pour tout encens, les injures grossières qu'ils vomissent contre Bonaparte, elle saura porter sur eux un juste jugement : elle ne verra dans leurs empressemens et leurs courtoisies, que ce que nous y voyons nous-mêmes : de l'esprit de calcul, des vues d'intérêt, de petites ambitions que le prédécesseur n'avoit pas tout-à-fait satisfaits. Ce sont des femmes de mauvaise vie qui appartiennent aux premiers venus, et qui, pour tromper le dernier arrivant, ne font que changer de toilette.

Comme nous autres, Messieurs, nous n'avons, Dieu merci, personne à tromper ni aucunes prétentions à faire valoir, nous aurions beaucoup de plaisir à rester indifférens sur toutes ces choses-là ; mais malheureusement elles ont des conséquences qui nous regardent et qui arrivent jusqu'à nous. Ne sommes-nous pas intéressés, en effet, à ce qu'il n'y ait pas de guerre civile en France ; à ce que le feu des passions ne se rallume pas au milieu de nous ; à ce que nos princes connoissent bien nos opinions et nos sentimens pour qu'ils les ménagent ; à ce qu'ils se pénètrent bien de notre position et de nos intérêts, pour qu'ils n'agissent pas en sens contraire ; à ce que tous les amour-propres soient

convenablement ménagés, pour que l'irritation ne les gagne pas ; à ce que les souverains étrangers ne prennent pas une trop mauvaise idée de notre jugement et de notre caractère ?

Eh bien ! Messieurs, on a jusqu'à présent agi en sens contraire de tous ces intérêts. Les mêmes écrivains qui, dans la vue d'accrocher des tabatières enrichies de diamans, des pensions, des rubans d'ordres étrangers ou nationaux, représentent aujourd'hui Bonaparte comme un aventurier méprisable, comme un charlatan qui n'avoit en France aucune ressource ni dans l'opinion publique, ni dans la bonne volonté de la nation, insultent grossièrement les souverains étrangers, et trompent le nôtre. Les premiers, sur la foi de nos journaux, de nos poëtes et de nos orateurs, n'ont pas dédaigné d'employer toutes les forces de l'Europe à l'abaissement de ce prétendu aventurier. L'un d'eux l'avoit encore placé plus haut dans son estime, en l'associant à l'illustration de sa dynastie et de sa maison. Dire maintenant aux illustres chefs des peuples de l'Europe quand ils arrivent à Paris dans tout l'appareil de leur puissance, que notre nation toute entière étoit l'ennemie de Bonaparte ; qu'ils n'ont marché que contre un fantôme ; que celui qu'ils avoient cru un géant, un colosse, n'étoit qu'un méprisable comédien, un aventurier sans moyens et sans ressources, c'est n'offrir à ces puissans monarques et aux compagnons de leurs travaux qu'une fable de dérision telle que celle de la montagne qui accouche. C'est, d'ailleurs, les priver de la gloire qu'ils ont pu attacher à le vaincre. Dire également à nos princes qu'ils ont laissé occuper leur trône par un chevalier d'industrie et un homme de boue ; qu'ayant pour eux la justice de leur cause, l'appui

de toutes les puissances, et le cœur de toute la nation, ils ne s'étoient cependant pas trouvés en état de ressaisir leur patrimoine envahi, et de disputer les palais de leurs pères à un ambitieux usurpateur, c'est leur faire le compliment le plus absurde et le plus gauche ; c'est leur adresser une satire injurieuse et mortifiante.

Nous, Messieurs, qui ne sommes rien, pas même des flagorneurs, nous nous montrerons plus sincères. Notre infidélité envers la famille des Bourbons étoit pleinement consommée. Si l'on excepte un petit nombre d'hommes constans qui gémissoient en secret, et qui minoient sourdement la domination de Bonaparte par leurs réflexions et leurs conseils, notre nation avoit complètement oublié la famille de ses rois. On ne lui conservoit qu'un intérêt vague de sensibilité. On ne savoit ce qu'elle étoit devenue, et on ne s'occupoit presque plus de le savoir. En cela nous mettions le comble à nos injustices ; car elle ne nous avoit jamais fait de mal, et nous lui en avions fait beaucoup ; mais il est vrai de dire que Bonaparte avoit amené à lui toutes les idées. Presque tous nos intérêts s'étoient fondus dans les siens. Il avoit eu l'art de nous attacher à sa bonne comme à sa mauvaise fortune. Il nous tenoit, nous enlaçoit par tous les côtés. Il avoit séduit les grands comme le vulgaire. Les personnages les plus considérables le servoient dans ses antichambres. Les plus grands potentats s'unissoient à lui, les uns par les liens de la politique, les autres par les liens du sang. Les papes venoient du fond de l'Italie reconnoître son pouvoir et consacrer ses usurpations. Toutes les nations, principalement la nôtre, rouloient dans la sphère immense de son ambition et de sa puissance. Dans cet étourdissement

ment général des esprits, personne ne songeoit aux Bourbons, personne ne leur offroit ni bras, ni secours, ni souvenirs. Tout le monde étoit à genoux devant leur ennemi pour l'adorer, pour lui demander de la fortune et des honneurs.

Qu'on ne vienne donc pas, par de trompeuses flagorneries, démentir toute sa conduite passée et tous les sentimens qu'on a eus. Que nos princes ne s'y trompent pas. Les adulateurs qui les enveloppent dans ce moment ont tous plus ou moins adoré le veau d'or; ils n'ont plus à offrir que les restes de l'encens qu'ils n'avoient pas encore brûlé devant leur idole. Toutes ces mille voix qui saluent le retour des Bourbons, n'ont pas salué avec moins de transports la naissance de cet enfant qui paroissoit destiné à les repousser encore plus loin du trône.

Ce ne sont donc point nos mérites qu'il faut énumérer, c'est une confession générale qu'il faut faire; ce ne sont point des récompenses qu'il faut demander, c'est l'oubli du passé. Notre nation toute entière a été travaillée par une fièvre ardente. Pendant sa maladie, elle a tout méconnu, tout renversé. Elle a vu du même œil le juste et l'injuste, et elle s'est attaquée indistinctement, sans choix comme sans scrupule, à tout ce qui contrarioit son état d'effervescence. Dans son délire, elle a fait des choses prodigieuses; elle a soulevé d'énormes fardeaux, renversé des colosses, inquiété ses gardiens, attaqué ses voisins, remué l'Europe.

Elle n'étoit point encore sortie de cet état de souffrance et de fureur, lorsqu'un homme habile et ambitieux est venu régulariser nos efforts, et combiner à son profit tout ce que la fièvre nous avoit laissé de forces. Du besoin que nous avions de consacrer ce qui étoit fait, et d'assurer l'impunité de nos fautes, il a su tirer un grand parti. Il a pris et

laissé les choses dans l'état où il les avoit trouvées. S'il ne s'étoit pas présenté avec une amnistie générale à la main, et avec un pacte de paix intérieure qui régloit tous les intérêts, il n'auroit pas réussi. S'il n'avoit r'ouvert les portes de la France à ceux qui en étoient sortis que pour leur permettre la guerre civile, il n'auroit pas réussi; s'il avoit remis toutes les prétentions, toutes les vengeances et tous les intérêts en présence les uns dés autres, il n'auroit pas réussi; s'il avoit armé les prêtres et les émigrés contre les possesseurs actuels de leurs biens, il n'auroit pas réussi; s'il avoit entrepris de remplacer la philosophie et les lumières du dix-huitième siècle par les idées du treizième, s'il nous avoit amené avec lui tous les capucins, tous les frères mendians et ignorantins de l'ancïen tems, il n'auroit pas réussi. Son habileté consista principalement à bien saisir et à respecter l'état des choses qu'on plaçoit sous sa garantie. Sans cela les Français étoient déjà tellement las de révolutions et d'incertitudes, ils étoient déjà tellement fatigués de la crise qu'ils venoient de supporter, que dès-lors ils auroient certainement préféré le règne paisible et éprouvé des Bourbons, aux chances d'un règne inconnu qui ne les rassuroit que sur le point de la guerre civile. Cela est si vrai qu'il est tombé le jour où il a commencé à inquiéter et à compromettre toutes les existences.

Puisque nous ne sommes rien, Messieurs, et que nous ne voulons être rien, nous n'avons le droit, ni vous ni moi, de donner des conseils à nos princes. Nous observerons seulement entre nous autres, qu'il s'est passé bien des choses, élevé bien des intérêts et des prétentions, allumé bien des passions depuis l'époque où nous avions déjà besoin d'un homme qui nous reçût avec l'oubli total du passé,

et qui prît le gouvernement les yeux fermés.

J'entends parler de noblesse ancienne et de noblesse nouvelle ; d'illustrations héréditaires et d'illustrations acquises ; du clergé du Pape, et du clergé de Bonaparte ; de la magistrature telle qu'elle étoit autrefois, et de la magistrature telle qu'elle est à présent. Ces seules distinctions me font frémir ; car, encore une fois, j'ai mon intérêt, comme vous, Messieurs, à ce qu'il n'y ait pas de guerre civile en France. Or, si les dangereux conseillers qui cherchent à s'emparer de l'opinion publique continuent à faire distinguer en France deux sortes de noblesse, deux sortes d'illustrations, deux sortes de clergé, deux sortes de magistrature, deux sortes de propriétés, il faut désespérer du rétablissement de l'ordre et de la paix intérieure.

Le plus beau caractère de notre nation est incontestablement l'esprit militaire qui la distingue. Elle a porté la gloire des armes au plus haut point d'élévation. La noblesse nouvellement acquise dans cette carrière, est le prix de tant de sang et de si grands travaux, elle coûte si cher à ceux qui l'ont obtenue, qu'ils doivent y être attachés à la manière dont les mères sont attachées aux enfans qu'elles ne mettent au monde qu'à force de douleurs et de dangers. Chacun des braves qui survit, comme par miracle, à la destruction de nos armées et aux faibles chances de cette fatale tontine, croit, avec raison, avoir des droits à la reconnoissance publique. Dans sa propre opinion, il donne à son courage et à ses services une valeur qu'il seroit aussi injuste que dangereux de contester. Des ménagemens sont dûs à son amour-propre. Les lui refuser, ce seroit l'irriter et lui inspirer la pensée de se replacer au niveau habituel de son courage. Le même genre d'amour-propre nous domine tous. Il y a

dans notre nation six cent mille soldats redevenus citoyens, qui ont porté les armes pendant le cours de la révolution. Aucun d'eux ne croit avoir pour cela mérité des reproches. Qu'on ne les représente point comme des soldats de guerres civiles, dont le courage n'a servi qu'à prolonger les diverses tyrannies qui se sont succédées, et à faire méconnoître plus long-tems les droits de nos princes : la plupart de nos guerriers ne comprennent rien à ces questions politiques. C'est la France qu'ils ont toujours entendu servir, sans examiner la couleur de ses bannières. Il en est de même de la magistrature et du clergé. Les prêtres et les magistrats qui se sont soumis à l'influence du régne de Bonaparte n'ont point pour cela cessé d'être bons Français. Leur reprocher d'avoir été des rebelles, c'est vouloir entamer avec eux une guerre civile ; car leur amour-propre ne souffrira pas ces reproches, ou du moins ils exigeront qu'on les fasse partager à tous les souverains de l'Europe, même à celui de Rome, qui tous ont légitimé par leurs démarches, leurs actes et leurs ambassadeurs, la conduite du peuple français.

Si j'insiste avec vous, Messieurs, sur ces observations, c'est pour nous tenir ensemble bien en garde contre les faux interprètes de l'opinion publique ; contre les écrivains intrigans qui cherchent à faire tourner les idées de la cour au gré de leurs prétentions et de leurs intérêts ; contre ces hommes hypocrites en religion et en politique, qui croient se faire un mérite aux yeux de nos princes, du mépris et de la nullité auxquels le règne de Bonaparte avoit condamné leur orgueil et leur ambition. A force de montrer les choses comme elles ne sont pas, ils pourroient égarer les esprits et faire prendre de fausses directions à ceux qui ont certainement

l'intention de nous préserver de la guerre civile.

Vous et moi, Messieurs, nous voulons de bon cœur et de bonne foi le rétablissement des Bourbons. Nous savons tous que leur règne ne sauroit être ni aussi dur, ni aussi dispendieux, ni aussi fatiguant que celui de Bonaparte. Nous sommes persuadés qu'ils gouverneront avec sagesse, avec justice et modération, et qu'ils cicatriseront une partie de nos plaies. Nous avons des infidélités à expier à leur égard. Mais telle est la confiance que nous avons dans leur bonté héréditaire, telle est la sincérité des sentimens de repentir et de justice qui nous ramènent vers eux, que personne ne leur a cherché, ni autour de soi, ni dans le lointain, aucuns compétiteurs, et qu'ils sont paisiblement remontés sur le trône de leurs ancêtres sans qu'une seule goutte de sang ni une seule larme aient été versées. Nous n'avons point eu cette méfiance que les Anglais ont montrée dans un cas semblable, où, pour terminer leurs discordes civiles, ils allèrent chercher sur le continent, un prince étranger à toutes leurs dissentions, et finirent ainsi la querelle de deux dynasties, en prenant un nouveau souverain en dehors de toutes deux.

C'est parce que nous voulons de bonne foi que les Bourbons se rétablissent et se maintiennent sur le trône de France, que nous devons désirer qu'ils n'écoutent pas les conseillers stupides ou perfides qui les pressent d'être l'ame d'un parti plutôt que les pères de toute la nation, de démolir l'ouvrage qu'ils trouvent fait, et d'attaquer les idées qu'ils trouvent établies, au risque de rallumer les passions, d'enflammer et d'aigrir les amours-propres, et de répandre dans les esprits une méfiance générale dont les consequences seroient inconsolables.

Ce sera certainement la faute de ces hommes-là

si la nation se trouve encore une fois égarée, remuée, poussée au trouble ; et il ne tiendra pas à eux que ce malheur n'arrive bientôt. Les imprimeries et les rues de la capitale sont infectées de leurs niaiseries et de leurs obscurantes doctrines. Les boutiques sont tapissées de leurs libelles et de leurs constitutions. A aucune époque de la révolution l'on n'a vu l'opinion publique travaillée avec plus d'acharnement et de stupidité. L'un demande la constitution de la Turquie. L'autre veut qu'on retrouve tous les capucins et tous les frères mendians pour les mettre à la tête des affaires. Un troisième prouve que, par cela seul que le Roi est remonté sur le trône, les parlemens, le châtelet, les dîmes, les couvens, les ordonnances de Charles IX et de Louis XI sont également rétablis, et que tout le monde se trouve, de plein droit, rajeuni de vingt-six ans. Un autre s'étonne que le clergé ne soit pas encore rentré dans ses biens, et le Pape dans ses annates. Tous demandent humblement la permission de n'être plus que des idoles ou des mamelouks. Presque tous s'accordent à dire qu'il ne faut plus donner de constitution à la France, parce que ce mot réveille l'idée de la liberté et le souvenir de nos agitations civiles.

Bonaparte, qui n'étoit pas plus libéral qu'un autre, en fait de concessions, nous avoit cependant laisse deux fiches de consolation : le jury et la représentation nationale. Nos puristes actuels n'en veulent plus. Le jury est trop scrupuleux. Les chambres d'enquêtes et la torture leur paroissent plus expéditives et moins sujettes à inconvéniens. Ils prévoient le cas où l'on voudroit éplucher un acquéreur de biens nationaux ou un soldat du 10 août, et où un jury se trouveroit composé de complices.

Une représentation nationale de parlemens et de cours souveraines est, à leur gré, bien préférable à

celle d'un sénat et d'une chambre législative. C'est une manière de voir comme une autre; et il n'y auroit rien à dire à cela s'il s'agissoit d'une chose qui fût à créer, et si la préférence que ces Messieurs réclament ne tenoit pas à un système de renouvellement et de bouleversement général. Quant à la liberté de la presse, ils la veulent pleine et entière pour eux et leurs amis; pour ceux qui voudront flétrir ce qui s'est fait de grand et de glorieux pendant vingt-cinq ans, abaisser ce qui s'est élevé, et prouver à toutes les nations qu'elles ont eu tort d'admirer notre héroïsme et la gloire de nos armes. Les autres s'en passeront.

Heureusement le Roi sera moins royaliste que ces gens-là. Il a l'esprit trop cultivé et l'ame trop élevée; ses études, son goût pour les sciences et les lettres l'ont mis en rapport avec trop d'hommes instruits, pour qu'il soit permis de craindre que son règne tende à faire retrograder le dix-neuvième siècle. La guerre que l'on feroit de nos jours aux idées libérales, coûteroit certainement plus cher à la France que la révocation de l'édit de Nantes, et en tout cas, elle seroit plus dangereuse pour ceux qui la déclareroient que pour ceux qui la soutiendroient.

Outre les six cent mille citoyens rentrés dans leurs familles, après avoir glorieusement servi comme militaires, nous en comptons encore cinq cent mille sous les armes. Plusieurs autres millions d'hommes ont participé de près ou de loin, par leurs opinions, leurs écrits, leurs emplois, aux événemens de la révolution et du règne de Bonaparte. Presque tous ont de l'énergie et de l'élévation dans le caractère. Tous ces hommes qui se sentent grandis par les evènemens et les idées du siècle, ne souffriront point qu'on se moque de ce qu'ils ont fait. Ils ne permettront point à un essaim de frélons et d'intrigans, de tourner en ridicule ni de réduire à néant,

vis-à-vis de l'opinion publique, les divers rôles qu'ils ont cru bien jouer. Ils ne blâmeront pas ceux qui ont suivi d'autres routes ; mais qu'on ne les blâme pas non plus.

La famille des Bourbons remonte sur le trône dans les circonstances les plus favorables. Le fléau de la guerre nous étoit devenu insupportable, et nous avions une soif ardente de la paix. La conservation de quatre cent mille hommes qui auroient encore péri cette année, est due au retour de nos princes; et ce début suffiroit bien pour leur assurer notre affection et notre fidélité. Mais prenez garde, Messieurs, à un écueil que la niaiserie et la légèreté de nos libellistes ne leur ont point permis d'apercevoir. Ce Bonaparte si déchu, si dénigré par eux, mais si au-dessus du mépris qu'ils affectent pour lui, est encore un colosse dans son île d'Elbe. Nos rivaux le jugent mieux que nous. Dans leur méfiance et leur inquiétude habituelle d'esprit, ils le tiennent en réserve comme un épouventail qui assiste merveilleusement leur politique, et dont ils sauroient faire usage contre nous si nous avions l'imprudence de nous diviser et de leur laisser découvrir une portion de nous qui ne fût pas rangée en bataille autour du trône. Méfions-nous de ces imprudens écrivains qui ne voient que la superficie des choses, qui répètent niaisement les injures que les journaux de Londres adressent à Bonaparte, et qui le représentent sans cesse comme un esprit malade, comme un homme sans but et sans moyens, comme un lâche qui n'a pas su mourir sur le champ de bataille. Il n'est malheureusement pas aussi petit et aussi insignifiant qu'ils le font ; c'est parce qu'il est bien plus habile qu'eux, qu'il n'a pas voulu mourir, et qu'il a pénétré d'un coup-d'œil le besoin que les ennemis de la France pourront un jour avoir de lui pour nous châtier si nous ne savons pas être sages. Nous n'avons qu'un moyen de le bien anéantir et de tromper les calculs de ceux qui le ménagent et le conservent si précieusement : c'est d'étouffer parmi nous tous les germes de la guerre civile : c'est de fondre ensemble tous les intérêts, tous les amours-propres, tous les genres de services, tous les titres de gloire et d'illustration; c'est d'éviter les mécontentemens, les haines, les vengeances, les querelles de religion et de politique; c'est d'agir comme s'il n'y avoit pas eu de révolutions en France, et de ne jamais perdre de vue que Bonaparte seroit le refuge naturel et l'ame de tous les partis qui se détacheroient de la cause du Roi.

Jérôme LE FRANC.